RAPPORT DE L'ONU SUR LE SAHARA OCCIDENTAL

La région s'engage vers une année déterminante, selon Brahim Ghali

Brahim Ghali, ambassadeur de la RASD en Algérie, a exprimé hier sa satisfaction du rapport des Nations unies qui, explique-t-il, prend en considération la gestion des ressources de la région et l'orientation vers une nouvelle méthode de prise en charge du règlement du conflit au bout d'une année d'observation. Il a, aussi, dénoncé les atteintes aux droits de l'Homme et a assuré que la lutte se poursuivra jusqu'à atteindre le droit à l'autodétermination.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Pour Saïd Ayachi, président du Comité de solidarité avec le peuple sahraoui, qui intervenait hier, dans le cadre d'une conférence organisée par l'Ecole nationale de sciences politiques, «il est important de soutenir le peuple sahraoui dans sa lutte pour sa liberté, et ce, en attendant la concrétisation de son droit à l'autodétermination».

Pour sa part, Brahim Ghali, ambassadeur de la RASD à Alger évoquera «un événement important qui revient chaque année à la même date et concerne le rendez-vous annuel du secrétaire général de l'ONU qui présente un rapport détaillé d'une année».

L'intervenant précisera que le rapport préliminaire a été réalisé mais a aussi connu des amendements suite à des pressions.

Le rapport en question, selon Brahim Ghali, a détaillé «toutes les souffrances et les exactions subies par le peuple sahraoui en une année».

Pour la première fois, selon l'intervenant, le rapport annuel a évoqué les ressources de la région. Brahim Ghali a également dénoncé les atteintes aux droits de l'Homme passées sous silence et non dénoncées par les nations et par la presse. «Nous attendons l'assemblée générale du Conseil de sécurité. Pour cette année, il y a dans le rapport du secrétaire général de l'ONU trois faits essentiels ; il s'agit en premier lieu de situer le conflit dans son cadre juridique, de définir une année et jusqu'à avril 2015 pour évaluer l'évolution de la situation dans les territoires» a précisé Brahim Ghali. Il dira, à propos de cette dernière question, que le secrétaire général de l'ONU a précisé que s'il n'y a pas d'évolution de la situation, le Conseil de sécurité de l'ONU ira vers une nouvelle méthode pour régler le problème. «Nous nous engageons donc vers une année importante et déterminante. Enfin, le troisième point concerne les ressources de la région puisque rappelle-t-il, il s'agit des ressources d'un peuple qui ne jouit pas encore de l'autodétermination. Ces richesses appartiennent au peuple et il n'est possible de les exploiter qu'avec l'accord du peuple», souligne l'ambassadeur de la RASD.

Il dira qu'il s'agit d'une avancée importante dans le traitement de règlement de la question sahraouie. Il a expliqué, de ce fait, que c'est un pas positif que d'inciter le Conseil de sécurité à revoir la façon avec laquelle est traité le dossier.

F.-Z. B.

LIBYE

Début des travaux de l'Assemblée constituante

L'Assemblée constituante, élue le 20 février pour rédiger la Constitution de la Libye, a lancé ses travaux hier lors d'une cérémonie à Al-Baida, dans l'Est libyen.

Des dizaines de responsables, de chefs de tribus et de représentants de la société civile ont assisté à la cérémonie au milieu de mesures de sécurité renforcées, selon des médias. Selon un porte-parole de l'Assemblée, Naji Al-Harbi, les 47 élus «sont tous arrivés à Al-Baida et ont tenu hier leur première réunion».

A l'instar de celle de 1951, l'Assemblée constituante siège à al-Baida, à 1 200 km à l'est de la capitale. Lors de leur réunion inaugurale, les membres devaient choisir un président et entamer les discussions pour adopter le règlement intérieur.

L'Assemblée devait compter 60 membres, représentant à égalité les trois régions historiques de la Libye – la Cyrénaïque (est), le Fezzan (sud) et la Tripolitaine (ouest) –, sur le modèle du comité des Soixante qui avait rédigé la première Constitution en 1951, abolie par l'ex-dirigeant Maamar El-Gueddafi en 1977.

Mais en raison des violences ayant émaillé le scrutin du 20 février, seulement 47 membres ont été élus.

De nouvelles élections devraient être organisées dans les régions concernées, pour attribuer les 13 sièges non pourvus. Aucune date n'a été fixée toutefois jusqu'ici pour le scrutin.

L'Assemblée a 18 mois pour rédiger le projet de Constitution qui doit déterminer la structure du pouvoir, le statut des minorités et la place de la Charia.

Après son adoption par la Constituante, la Loi fondamentale doit être soumise à référendum.

APS

RUSSIE

Poutine signe un décret sur la réhabilitation des Tatars de Crimée

Le président russe Vladimir Poutine a annoncé hier avoir signé un décret sur la réhabilitation des Tatars de Crimée en tant que peuple réprimé sous Staline, un geste en faveur de cette minorité musulmane qui s'est montrée hostile au rattachement à la Russie.

«Je tiens à vous informer que j'ai signé un décret sur la réhabilitation des Tatars de Crimée, des Arméniens, des Allemands, des Grecs, de tous ceux qui ont souffert sous la répression stalinienne», a-t-il annoncé au début d'une réunion gouvernementale. Les Tatars de Crimée, qui représentent environ 12% de la population de la péninsule située au sud de l'Ukraine, ont largement boycotté le référendum du 16 mars qui a abouti au rattachement de la Crimée à la Russie. Cette communauté se méfie de Moscou depuis que Joseph Staline, qui les accusait d'avoir collaboré avec les Allemands, a ordonné leur déportation en masse de la Crimée vers l'Asie centrale à la fin de la Deuxième Guerre mondiale.

Ils n'ont été autorisés à retourner en Crimée qu'après la perestroïka, à la fin de l'époque soviétique. L'Ukraine n'a jamais adopté de loi sur leur réhabilitation, et les Tatars sont toujours confrontés à des questions de propriété de la terre notamment. La Russie a adopté en 1991 une loi de réhabilitation des peuples réprimés, qui accorde le droit à des indemnisations.

Vladimir Poutine s'était engagé à faire des gestes en faveur des Tatars de Crimée, communauté forte aujourd'hui d'environ 300 000 personnes, à la suite du rattachement de la péninsule à la Russie en mars.

Le président russe avait assuré jeudi, au cours de sa séance annuelle de questions-réponses télévisée, que le décret sur la réhabilitation des Tatars de Crimée était en préparation.

«Nous devons assurément faire tout notre possible pour que commence le processus de réhabilitation et de restauration des droits et des intérêts légitimes des Tatars de Crimée par la Fédération de Russie», avait-il dit.

L'annonce de la signature du décret intervient alors que hier matin, une trentaine d'hommes en tenue de camouflage se sont rendus au Medjlis, l'assemblée représentative des Tatars de Crimée à Simféropol, pour retirer le drapeau ukrainien qui y flottait depuis le 19 avril, à la demande du leader historique des Tatars de Crimée, Moustafa Djemilev.

Trois femmes tatares, présentes sur les lieux, ont tenté de s'interposer, a raconté à l'AFP l'une d'elles, la porte-parole du Medjlis, Lilia Mouslimova. Mais elles ont été repoussées et insultées par ces hommes, a-t-elle ajouté.

IRAK

16 morts dans des attaques terroristes dans le centre du pays

Seize personnes ont été tuées hier dans des attaques ayant secoué le centre de l'Irak, notamment deux attentats suicide contre des points de contrôle des forces de sécurité, ont indiqué des sources policière et médicale.

L'attaque la plus meurtrière s'est produite quand un kamikaze a fait exploser sa voiture piégée vers 11h heures locales, dans la zone de Souweirah, au sud de Baghdad, faisant 13 morts et 35 blessés, ont précisé les mêmes sources.

Un autre attentat suicide à la voiture piégée a pris pour cible un point de contrôle à Madaën, également au sud de Baghdad, tuant deux personnes et en blessant cinq autres.

A Latifiyyah, au sud-ouest de la capitale, une personne a été tuée par balle dans une attaque ayant fait au moins un blessé. Ces nouvelles attaques surviennent au lendemain de violences ayant fait au moins 16 morts, dont 5 dans un attentat suicide contre une université à Baghdad.

L'Irak connaît une recrudescence des violences, qui ont fait plus de 2 700 morts depuis le début de l'année, dont quelque 490 personnes en avril, selon un bilan établi par des médias, à partir de chiffres fournis par des sources médicales et les services de sécurité.

PALESTINE

Deux policiers palestiniens blessés dans un raid israélien contre la bande de Ghaza

Deux policiers palestiniens ont été blessés hier au cours d'un raid aérien lancé par Israël contre la bande de Ghaza, ont rapporté les autorités locales et des témoins. Des avions de combat israéliens ont visé une base militaire palestinienne dans la ville de Khanyounis, ont affirmé les témoins, cités par des agences de presse.

Deux autres frappes aériennes ont visé des fermes agricoles et des espaces ouverts des villes de Nussairat et Diebral-Balah dans le centre de la bande de Ghaza, selon les mêmes sources. Un responsable de la santé a indiqué que deux policiers ont été légèrement blessés. La bande de Ghaza est régulièrement le théâtre d'agressions israéliennes en dépit d'une trêve entre Israéliens et Palestiniens en novembre 2012. La trêve arbitrée par la médiation égyptienne a mis fin à une semaine de violences qui ont tué 184 Palestiniens.

YÉMEN

Un colonel du service de sécurité intérieure abattu à Sanaâ

Un colonel du service de sécurité intérieure yéménite a été abattu et un autre blessé hier par des inconnus à Sanaâ, dans un attentat «portant l'empreinte d'Al-Qaïda», a indiqué une source de sécurité. «Des inconnus circulant à moto ont ouvert le feu sur la voiture des deux colonels, tuant l'un et blessant l'autre, au rond-point Al-Amri dans le quartier de Khoulan (est de Sanaâ)», a déclaré cette source, en précisant que le blessé avait été hospitalisé.

«Les assaillants ont réussi à prendre la fuite», selon la même source, qui estime que «l'attentat porte l'empreinte d'Al-Qaïda». Plusieurs attaques attribuées à Al-Qaïda contre des officiers de l'armée et des services de sécurité au Yémen ont été menées par des hommes circulant à moto.

L'attentat s'est produit en pleine offensive contre le réseau extrémiste, dont 43 membres ont été tués depuis samedi dans une série d'attaques menées par des drones dans le centre et le sud du pays.